

INSTITUTION ADOUR

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 2 juillet 2014 à 14h00

**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

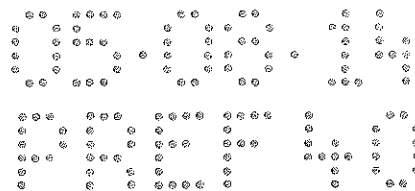
EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CABE, CASTET, CAUSSE, CHANTRE, COUTURE, DUBERTRAND, DUZER, GUILHAS, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et SOUDAR

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM CASTAINGS et LAJUX

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, DARRIEUX, FAUQUE et VERDIER

DOSSIER II - PROGRAMME D' ACTIONS



Instauration de la redevance dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration d'Intérêt Général pour la gestion globale de la ressource en eau sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont d'Aire sur l'Adour

Exposé des motifs

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code rural et de la pêche maritime,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement de Gestion des Eaux du bassin Adour Garonne,

Vu le Plan de Gestion des Etiages du sous bassin de l'Adour en amont de la confluence avec la Midouze,

Vu la délibération de l'Institution Adour du 16 octobre 2013,

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 2014024-0010 du 24 janvier 2014 portant Déclaration d'intérêt général, autorisant les travaux au titre du Code de l'Environnement et instituant des servitudes pour la gestion globale de la ressource en eau sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont d'Aire sur l'Adour par l'Institution Adour,

Considérant l'intérêt général du projet « Gestion globale sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont d'Aire sur l'Adour »,

Considérant que l'aménagement, l'exploitation et l'entretien des ouvrages hydrauliques sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont d'Aire sur l'Adour, par l'Institution Adour, constituent un service rendu pour les usagers qui prélèvent de l'eau sur ces cours d'eau ou leur nappe d'accompagnement et contribuent à améliorer la garantie de la ressource en eau en retardant la mise en œuvre de mesures de restriction des prélèvements,

Considérant que ces mesures justifient la mise en place d'une redevance visant à faire participer les bénéficiaires de ces soutiens d'étiage aux dépenses relatives à l'exploitation, l'entretien et l'aménagement de ces ouvrages,

Considérant les charges financières supportées par l'Institution sur le périmètre du Haut Adour,

Considérant que la présente opération s'insère dans un programme d'amélioration de la garantie de la ressource en eau,

.../...



Considérant que la gestion globale sur le bassin versant de l'Adour et ses affluents en amont d'Aire sur l'Adour vise à assurer une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau entre les différents usages que sont les prélèvements pour l'alimentation en eau potable, pour l'industrie et pour l'irrigation, tout en préservant les écosystèmes et le milieu aquatique,

Le Conseil d'Administration

Après avis favorable des commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

- **D'instaurer à compter de l'exercice 2014** une redevance annuelle dont le produit est exclusivement affecté au financement des dépenses relatives au fonctionnement des ouvrages et aménagements suivants :
- fonctionnement et entretien du dispositif de lâcher d'eau depuis le lac Bleu, dans le cadre des modalités de gestion de cette réserve contribuant au soutien d'étiage de l'Adour
 - régulation et contrôle des débits sur la Gespe, dans le cadre des modalités de transfert du sous-bassin de l'Adour au sous-bassin de l'Echez
 - déstockage de Gréziolles, dans le cadre du dispositif conventionnel avec EDF pour le soutien des étiages de l'Adour
 - fonctionnement et entretien du réservoir du Louet, dans sa fonction de soutien à l'étiage
 - fonctionnement et entretien du dispositif de pompage dans la gravière de Vic en Bigorre,
 - tenu d'un tableau de bord, fondé sur des indicateurs de suivi des débits et d'évaluation biologique, via un réseau de mesures hydrométriques et de suivi écologique,
 - fonctionnement, gestion et entretien des systèmes de vannage des dix prises d'eau citées à l'article 16 de l'arrêté du 24 janvier 2014,
 - gestion des contrats passés avec les préleveurs.

Cette redevance annuelle est destinée à couvrir la totalité de la part résiduelle des dépenses à charge de l'institution Adour une fois les participations financières déduites (subventions et co-financements).

- **Confirme que la redevance** est due par les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou qui y trouvent un intérêt et que ces personnes publiques ou privées, physiques ou morales correspondent aux usagers de l'eau au titre de l'irrigation, de l'eau potable et des activités industrielles, pour des prélèvements d'eau effectués entre le 1^{er} juin et le 31 octobre sur le périmètre des communes listées en annexe à la délibération

.../...



➤ Confirme que les modalités d'établissement de la redevance sont les suivantes :

1) Redevance unitaire

La redevance unitaire correspond au prix par mètre cube d'eau prélevé ; elle fonde les modalités de calcul de la participation financière des différents usagers pour l'irrigation, l'eau potable et l'activité industrielle. L'ensemble des participations financières permet le recouvrement au plus près de la charge résiduelle annuelle engagée par le pétitionnaire.

Le calcul de la redevance unitaire annuelle est basé sur :

- une valeur moyenne du volume à l'hectare autorisé pour l'irrigation, sur le périmètre de la déclaration d'intérêt général, de 1 970 m³/ha ;
- une hypothèse de consommation moyenne inter annuelle de 90 % de cette valeur ;
- un montant de charge résiduelle à couvrir par la redevance des usagers préleveurs, estimé à 210 000 € à échéance de 2018.

2) Valeurs et évolution de la redevance unitaire

Jusqu'en 2018 inclus, le montant de la redevance unitaire augmente proportionnellement au reste à charge du pétitionnaire lié à l'équipement progressif des prises d'eau des canaux et des réseaux de mesures hydrométriques et de suivi écologique.

Ainsi durant cette période, la redevance unitaire évoluera annuellement selon les valeurs indiquées dans le tableau suivant :

Année	r (en €/m ³)
2014	0,0053
2015	0,0059
2016	0,0061
2017	0,0062
2018	0,0064

A compter de 2019, la redevance unitaire est fixée à 0,0064 €/m³ pour assurer le fonctionnement des ouvrages et aménagements listés ci-dessus.

➤ Confirme que la redevance liée à l'irrigation est établie de la manière suivante :

1) Irrigation par aspersion

La redevance due par les préleveurs irrigants est établie selon un tarif binomial comprenant une part fixe forfaitaire à laquelle s'ajoute une part variable :

- la part fixe, forfaitaire, s'adosse au volume fixe fondé sur le quota autorisé diminué de 300 m³/ha
- la part variable s'adosse à un volume variable fondé sur la dernière tranche de 300 m³/ha du quota autorisé.

.../...



La part fixe forfaitaire est ainsi égale au produit du volume fixe par la redevance unitaire, symbolisé r , exprimée en €/m³. Cette redevance unitaire est identique quel que soit le quota autorisé au préleveur sur le périmètre de la déclaration d'intérêt général.

La part variable est égale au produit du volume consommé au-delà du volume fixe, plafonné à 300 m³/ha, par une redevance égale à $2r$, soit le double de la redevance unitaire.

le montant de la redevance est établi comme suit : le tarif binomial se traduit, pour chaque préleveur, par un montant de redevance, symbolisé m , égal à :

$$m = [(\text{quota autorisé} - 300) \times r + \text{volume variable/ha} \times 2r] \times s$$

avec : $0 < \text{volume variable (en m}^3/\text{ha)} < 300 \text{ m}^3/\text{ha}$

s : surface autorisée par point de prélèvement.

avec r défini selon les modalités de l'article 8 de l'arrêté du 24 janvier 2014 repris ci-dessus

2) Irrigation gravitaire

Pour les prélèvements pratiqués pour l'irrigation gravitaire (ou submersion), la redevance est appliquée sur la base d'un volume fixe, défini forfaitairement à 10 000 m³ par ha autorisé.

Ainsi le montant, m , de la redevance est égal à :

$$m = \text{volume forfaitaire} \times r \times s$$

avec : volume forfaitaire (en m³/ha) = 10 000 m³/ha

s = surface autorisée par point de prélèvement

avec r défini selon les modalités de l'article 8 de l'arrêté du 24 janvier 2014 repris ci-dessus

➤ Confirme que la redevance liée à l'alimentation en eau potable et aux prélèvements industriels est établie en application d'une tarification monôme.

Ce tarif se traduit, pour chaque préleveur, par une redevance par point de prélèvement d'un montant égal à :

$$m = \text{volume prélevé du 1}^{\text{er}} \text{ juin au 31 octobre} \times 0,10 \times r$$

avec r défini selon les modalités de l'article 8 de l'arrêté du 24 janvier 2014 repris ci-dessus

➤ Confirme que le montant de la redevance unitaire sera revu dans les cas suivants :

- variation de plus de 5 % des restes à charge à imputer aux bénéficiaires, intégrant les coûts de fonctionnement des équipements effectivement réalisés (respect du calendrier prévisionnel ou équipements supplémentaires) ainsi que toute modification de la participation des co-financeurs ;
- variation de plus de 5 % des volumes autorisés sur le périmètre de la déclaration d'intérêt général, pour au moins l'un des usages ;
- variation de plus de 5 % de la valeur moyenne du volume à l'hectare autorisé pour l'irrigation sur le périmètre de la déclaration d'intérêt général

.../...



➤ **Confirme que l'actualisation des prix se fera par actualisation de l'unité tarifaire selon les modalités suivantes :**

La valeur de référence (UT_0) de l'unité tarifaire est de 1 au 1^{er} janvier 2014.

La formule d'actualisation de l'unité tarifaire prend en compte l'évolution de différents indices professionnels ou agricoles. Elle est déterminée ainsi :

$$UT = UT_0 (0,10 + 0,45 S/S_0 + 0,35 TP01/TP01_0 + 0,10 \text{ Maïs/Maïs}_0)$$

Les différents éléments sont les suivants :

- UT est la valeur de l'unité tarifaire en euros, applicable à l'année civile considérée ($UT_0 = 1$ valeur au 1^{er} janvier 2014),
- S est l'indice coût de la main d'œuvre France entière (charges salariales comprises) dans les industries mécaniques et électriques (ICHTTS1) (S_0 indice janvier 2014),
- TP01 est l'index national de prix de génie civil, catégorie tous travaux (TP01₀ indice janvier 2014)
- Maïs est l'indice établi à partir du prix du maïs défini par l'Union Européenne pour la campagne de commercialisation débutant au cours de l'année civile considérée, prix complété par la prise en compte des aides compensatoires (Maïs₀ indice d'octobre 2013).

Les indices retenus pour la détermination de la valeur de l'unité tarifaire pour l'année civile considérée sont ceux du mois de janvier de l'année considérée, ou, à défaut de parution de ces indices à la date de facturation, leur dernière valeur parue à cette date, antérieure au 1^{er} janvier (publications au Bulletin Officiel de la Concurrence et de la Consommation, au Moniteur des Travaux Publics ou dans les publications officielles de l'Union Européenne et du Ministère de l'Agriculture).

Recalage de l'unité tarifaire

En cas de révision de la redevance unitaire conformément aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté telles que reprises ci-dessus, la valeur de l'unité tarifaire (UT) est ramenée l'année considérée à 1.

Toutes les valeurs référencées des différents indices de la formule d'actualisation sont également recalées sur l'année considérée.

➤ **Confirme l'instauration de pénalités :**

Pour l'irrigation

En cas de prélèvement supérieur au volume maximum autorisé par hectare (quota), une pénalité financière est appliquée.

Son montant est déterminé à partir du volume prélevé au-delà du volume autorisé. Ce dépassement est facturé :

- jusqu'en 2020 inclus, 0,065 UT €/m³,
- à partir de 2021, 0,11 UT €/m³.

.../...

Pour les usages liés à l'alimentation en eau potable et industriels

Pour les usages liés à l'alimentation en eau potable et industriels

les pénalités pour dépassement de volume ne s'appliquent que si le volume prélevé, durant la période du 1^{er} juin au 31 octobre, pour chaque point de prélèvement, est supérieur au cumul sur cette période du volume moyen mensuel autorisé à l'année pour chacun des points de prélèvement.

Le montant des pénalités est identique à celui défini pour l'irrigation.

- Confirme que la redevance est liquidée et recouvrée comme en matière de contributions directes conformément aux dispositions de l'article L 151-38 du Code rural et de la pêche maritime,
- Confirme qu'avant le 15 novembre de chaque année, tout usager ayant effectué un prélèvement est tenu de déclarer à l'Institution Adour, ou à toute personne physique ou morale dûment habilitée à la représenter, les volumes prélevés,
- Confirme la mise en place d'une commission des usagers telle que prévue à l'article 15 de l'arrêté interpréfectoral,
- Mandate le Président pour formaliser et signer les actes se rapportant à l'objet de la délibération,
- D'inscrire les crédits nécessaires au budget de l'Institution,
- La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZER

Liste des communes incluses dans le périmètre de la déclaration d'intérêt général.

Nom Commune	INSEE Commune	Departement
LASSERRE	64323	PYRENEES-ATLANTIQUES
MONPEZAT	64394	PYRENEES-ATLANTIQUES
MONSEGUR	64395	PYRENEES-ATLANTIQUES
MONTANER	64398	PYRENEES-ATLANTIQUES
PONSON-DEBAT-POUTS	64451	PYRENEES-ATLANTIQUES
PONSON-DESSUS	64452	PYRENEES-ATLANTIQUES
MONCAUP	64390	PYRENEES-ATLANTIQUES

Le Préfet du Gers,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christian CHASSAING

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général


Benoist DELAGE

Le Préfet des Hautes-Pyrénées

P/Le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Alain CHARRIER

Annexe 2 à l'arrêté inter préfectoral n° 2014024-0010 du 24-01-2014
Liste des communes incluses dans le périmètre de la déclaration d'intérêt général

Nom Commune	INSEE Commune	Departement
ADE	65002	HAUTES-PYRENEES
ALLIER	65005	HAUTES-PYRENEES
ANCIZAN	65006	HAUTES-PYRENEES
ANDREST	65007	HAUTES-PYRENEES
LES ANGLES	65011	HAUTES-PYRENEES
ANSOST	65013	HAUTES-PYRENEES
ANTIST	65016	HAUTES-PYRENEES
ARCIZAC-ADOUR	65019	HAUTES-PYRENEES
ARCIZAC-EZ-ANGLES	65020	HAUTES-PYRENEES
ARRODETS-EZ-ANGLES	65033	HAUTES-PYRENEES
ARTAGNAN	65035	HAUTES-PYRENEES
ARTIGUES	65038	HAUTES-PYRENEES
ASPIN-AURE	65039	HAUTES-PYRENEES
ASTE	65042	HAUTES-PYRENEES
ASTUGUE	65043	HAUTES-PYRENEES
AUREILHAN	65047	HAUTES-PYRENEES
AURENSAN	65048	HAUTES-PYRENEES
AURIEBAT	65049	HAUTES-PYRENEES
AVERAN	65052	HAUTES-PYRENEES
AZEREIX	65057	HAUTES-PYRENEES
BAGNERES-DE-BIGORRE	65059	HAUTES-PYRENEES
BARBACHEN	65061	HAUTES-PYRENEES
BARBAZAN-DEBAT	65062	HAUTES-PYRENEES
BARBAZAN-DESSUS	65063	HAUTES-PYRENEES
BARRY	65067	HAUTES-PYRENEES
BARTRES	65070	HAUTES-PYRENEES
BAZET	65072	HAUTES-PYRENEES
BAZILLAC	65073	HAUTES-PYRENEES
BEAUDEAN	65078	HAUTES-PYRENEES
BENAC	65080	HAUTES-PYRENEES
BERNAC-DEBAT	65083	HAUTES-PYRENEES
BERNAC-DESSUS	65084	HAUTES-PYRENEES
BORDERES-SUR-L'Echez	65100	HAUTES-PYRENEES
BOULIN	65104	HAUTES-PYRENEES
BOURREAC	65107	HAUTES-PYRENEES
BOURS	65108	HAUTES-PYRENEES
CAIXON	65119	HAUTES-PYRENEES
CAMALES	65121	HAUTES-PYRENEES
CAMPAN	65123	HAUTES-PYRENEES
CASTELNAU-RIVIERE-BASSE	65130	HAUTES-PYRENEES
CASTERA-LOU	65133	HAUTES-PYRENEES
CAUSSADE-RIVIERE	65137	HAUTES-PYRENEES
CHIS	65146	HAUTES-PYRENEES
DOURS	65156	HAUTES-PYRENEES
ESCONDEAUX	65161	HAUTES-PYRENEES
ESCOUBES-POUTS	65164	HAUTES-PYRENEES
ESTIRAC	65174	HAUTES-PYRENEES
GAYAN	65189	HAUTES-PYRENEES
GENSAC	65196	HAUTES-PYRENEES
GERDE	65198	HAUTES-PYRENEES
GERMS-SUR-L'OUSSOUET	65200	HAUTES-PYRENEES
GEZ-EZ-ANGLES	65203	HAUTES-PYRENEES
HAGEDET	65215	HAUTES-PYRENEES
HERES	65219	HAUTES-PYRENEES
HIBARETTE	65220	HAUTES-PYRENEES
HIIS	65221	HAUTES-PYRENEES
HORGUES	65223	HAUTES-PYRENEES

Liste des communes incluses dans le périmètre de la déclaration d'intérêt général.

Nom Commune	INSEE Commune	Département
IBOS	65226	HAUTES-PYRENEES
JUILLAN	65235	HAUTES-PYRENEES
JULOS	65236	HAUTES-PYRENEES
LABASSERE	65238	HAUTES-PYRENEES
LABATUT-RIVIERE	65240	HAUTES-PYRENEES
LACASSAGNE	65242	HAUTES-PYRENEES
LAFITOLE	65243	HAUTES-PYRENEES
LAGARDE	65244	HAUTES-PYRENEES
ARRAYOU-LAHITTE	65247	HAUTES-PYRENEES
LAHITTE-TOUPIERE	65248	HAUTES-PYRENEES
LALOUBERE	65251	HAUTES-PYRENEES
LANNE	65257	HAUTES-PYRENEES
LARREULE	65262	HAUTES-PYRENEES
LASLADES	65265	HAUTES-PYRENEES
LAYRISSE	65268	HAUTES-PYRENEES
LESCURRY	65269	HAUTES-PYRENEES
LEZIGNAN	65271	HAUTES-PYRENEES
LIAC	65273	HAUTES-PYRENEES
LIZOS	65276	HAUTES-PYRENEES
LOUCRUP	65281	HAUTES-PYRENEES
LOUEY	65284	HAUTES-PYRENEES
LOUIT	65285	HAUTES-PYRENEES
MADIRAN	65296	HAUTES-PYRENEES
MARSAC	65299	HAUTES-PYRENEES
MAUBOURGUET	65304	HAUTES-PYRENEES
MOMERES	65313	HAUTES-PYRENEES
MONFAUCON	65314	HAUTES-PYRENEES
MONTGAILLARD	65320	HAUTES-PYRENEES
NEUILH	65328	HAUTES-PYRENEES
NOUILHAN	65330	HAUTES-PYRENEES
ODOS	65331	HAUTES-PYRENEES
OLEAC-DEBAT	65332	HAUTES-PYRENEES
ORDIZAN	65335	HAUTES-PYRENEES
ORINCLES	65339	HAUTES-PYRENEES
ORLEIX	65340	HAUTES-PYRENEES
OROIX	65341	HAUTES-PYRENEES
OSSUN	65344	HAUTES-PYRENEES
OSSUN-EZ-ANGLES	65345	HAUTES-PYRENEES
OURSBELILLE	65350	HAUTES-PYRENEES
PAREAC	65355	HAUTES-PYRENEES
PINTAC	65364	HAUTES-PYRENEES
POUZAC	65370	HAUTES-PYRENEES
PUJO	65372	HAUTES-PYRENEES
RABASTENS-DE-BIGORRE	65375	HAUTES-PYRENEES
SABALOS	65380	HAUTES-PYRENEES
SAINT-LANNE	65387	HAUTES-PYRENEES
SAINT-LEZER	65390	HAUTES-PYRENEES
SAINT-MARTIN	65392	HAUTES-PYRENEES
SALLES-ADOUR	65401	HAUTES-PYRENEES
SANOUS	65403	HAUTES-PYRENEES
SARNIGUET	65406	HAUTES-PYRENEES
SARRIAC-BIGORRE	65409	HAUTES-PYRENEES
SARROUILLES	65410	HAUTES-PYRENEES
SAUVETERRE	65412	HAUTES-PYRENEES
SEGALAS	65414	HAUTES-PYRENEES
SEMEAC	65417	HAUTES-PYRENEES
SERE-LANSO	65421	HAUTES-PYRENEES

Liste des communes incluses dans le périmètre de la déclaration d'intérêt général

Nom Commune	INSEE Commune	Departement
SIARROUY	65425	HAUTES-PYRENEES
SOMBRUN	65429	HAUTES-PYRENEES
SOREAC	65430	HAUTES-PYRENEES
SOUBLECAUSE	65432	HAUTES-PYRENEES
SOUES	65433	HAUTES-PYRENEES
SOUYEAUX	65436	HAUTES-PYRENEES
TALAZAC	65438	HAUTES-PYRENEES
TARASTEIX	65439	HAUTES-PYRENEES
TARBES	65440	HAUTES-PYRENEES
TOSTAT	65446	HAUTES-PYRENEES
TREBONS	65451	HAUTES-PYRENEES
UGNOUAS	65457	HAUTES-PYRENEES
VIC-EN-BIGORRE	65460	HAUTES-PYRENEES
VIELLE-ADOUR	65464	HAUTES-PYRENEES
VILLEFRANQUE	65472	HAUTES-PYRENEES
VILLENAVE-PRES-MARSAC	65477	HAUTES-PYRENEES
VISKER	65479	HAUTES-PYRENEES
ARBLADE-LE-BAS	32004	GERS
BARCELONNE-DU-GERS	32027	GERS
CAHUZAC-SUR-ADOUR	32070	GERS
CANNET	32074	GERS
CAUMONT	32093	GERS
CORNEILLAN	32108	GERS
GALIAX	32136	GERS
GEE-RIVIERE	32145	GERS
GOUX	32151	GERS
IZOTGES	32161	GERS
JU-BELLOC	32163	GERS
LABARTHETE	32170	GERS
LELIN-LAPUJOLLE	32209	GERS
MAULICHERES	32244	GERS
MAUMUSSON-LAGUIAN	32245	GERS
PLAISANCE	32319	GERS
PRECHAC-SUR-ADOUR	32330	GERS
RISCLE	32344	GERS
SAINT-GERME	32378	GERS
SAINT-MONT	32398	GERS
SARRAGACHIES	32414	GERS
TARSAC	32439	GERS
TASQUE	32440	GERS
TIESTE-URAGNOUX	32445	GERS
VIELLA	32463	GERS
BERNEDE	32046	GERS
LADEVEZE-VILLE	32175	GERS
LANNUX	32192	GERS
LUPPE-VIOLLES	32220	GERS
SAINT-AUNIX-LENGROS	32362	GERS
TERMES-D'ARMAGNAC	32443	GERS
VERGOIGNAN	32460	GERS
ARROSES	64056	PYRENEES-ATLANTIQUES
AYDIE	64084	PYRENEES-ATLANTIQUES
BETRACQ	64118	PYRENEES-ATLANTIQUES
CASTEIDE-DOAT	64173	PYRENEES-ATLANTIQUES
CROUSEILLES	64196	PYRENEES-ATLANTIQUES
GER	64238	PYRENEES-ATLANTIQUES
LABATUT	64293	PYRENEES-ATLANTIQUES
LAMAYOU	64309	PYRENEES-ATLANTIQUES